

« Louison-Bobet ne doit pas couler »

Un collectif d'usagers de la piscine découverte de Nancy s'élève contre la fermeture annoncée de l'établissement et dénonce « l'opacité » du projet thermal en cours. Une pétition circule.

« **N**on à la disparition de la piscine découverte Louison-Bobet ». Cette fois le ton est monté d'un cran. Après avoir lancé un premier signal d'alerte au printemps dernier, le groupe « Le bien commun », qui réunit des militants associatifs de Nancy, a décidé de passer à l'offensive en s'emparant de l'ambitieux dossier de Nancy Thermal.

Hier matin, à la faveur d'un temps plutôt agréable, une poignée de militants a distribué tracts et documents explicatifs, invitant les usagers à signer une pétition destinée au président de la Métropole du Grand Nancy.

« Nous suivons principalement l'évolution du projet par voie de presse », indique Sylvie Prevost, membre du collectif « et sommes inquiets du sort qui sera réservé à la piscine découverte, et le cas échéant à ses usagers ».

A l'index : la fermeture annoncée de la piscine Louison-Bobet, et à l'horizon 2018, sa destruction pure et simple, compensée par un ou plusieurs bassins nordiques « plus petits et mal situés, derrière la piscine couverte, au bord de la rue du Maréchal-Juin », estiment les détracteurs du projet.

« Nous refusons cette dispari-



Mobilisés depuis le mois de juin, les membres du collectif « Le Bien commun » sont passés à l'action, hier. Photo Cédric

tion pure et simple et souhaitons une rénovation ou son remplacement par une structure équivalente », expliquent les militants. Mais la crainte la plus vive concerne le futur statut du complexe thermal, destiné à passer sous gestion privée.

Plus de 200 signatures

« Qu'en sera-t-il du devenir des employés ? Des tarifs accessibles à tous seront-ils maintenus ? Quels seront les créneaux réservés au grand public ? Les activités aquatiques seront-elles maintenues ? Ne court-on pas

le risque de faire de l'établissement un complexe commercial et lucratif au profit de quelques-uns seulement ? »

Bref, pour en finir avec « l'opacité qui entoure ce dossier », les membres du « Bien commun » réclament des réunions publiques « pour une présentation précise du projet et la mise en place d'une forme de concertation où chacun puisse s'exprimer ».

Mise en ligne mercredi après-midi, la pétition a déjà recueilli plus de 200 signatures.

Frédérique BRACONNOT